



Communiqué de presse de l'Union suisse des paysans du 18 mai 2004

OMC: L'Union suisse des paysans soutient les revendications des maraîchers

L'Union maraîchère suisse (UMS) organise aujourd'hui une manifestation à Berne. Placée sous le slogan «Libéralisation OMC: STOP! Les maraîchers veulent vivre», cette manifestation vise à sensibiliser l'opinion publique aux effets dévastateurs qu'aurait un accord inéquitable de l'OMC sur la production maraîchère indigène. L'Union suisse des paysans (USP) soutient entièrement les revendications des maraîchers et s'engage de toutes ses forces pour qu'un accord équitable, ne mettant pas en danger l'agriculture suisse, soit conclu à l'OMC.

En tant que représentants d'une branche particulièrement exposée, il est normal que les maraîchers souhaitent attirer l'attention de l'opinion publique sur les menaces qui pèsent sur leur avenir. Rappelons brièvement que les discussions actuelles à l'OMC portent avant tout sur les formules de réduction des tarifs douaniers pour les produits agricoles. L'OMC souhaite trouver un accord-cadre d'ici aux vacances d'été. Il est à craindre que cet accord menacera l'existence d'importants secteurs de production de l'agriculture suisse.

Tant les formules de réduction incluant le «capping», à savoir l'application d'un plafonnement des tarifs, que la «Swiss formula» auraient un impact considérable. Ainsi le «capping» empêcherait-il les États de protéger les produits sensibles, ce qui pour l'agriculture suisse est inadmissible si aucune dérogation n'est prévue pour certains produits, tels les légumes, la viande et le lait (sans le fromage).

L'USP et ses organisations membres demandent à la délégation de négociation suisse de tout mettre en œuvre pour qu'un accord équitable, sans «capping», soit trouvé. Un accord incluant le «capping» servirait les intérêts de quelques États, à savoir des grands exportateurs agricoles, mais il menacerait en revanche l'existence de l'agriculture d'un grand nombre de pays. Notons que les pays du G10 ne sont pas les seuls à rejeter un accord inéquitable au niveau de l'accès au marché. En effet, de nombreux pays en voie de développement, tels les États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique), les États membres de la CARICOM (Caribbean Community) ainsi qu'une grande majorité des pays de l'Union Africaine (UA) sont également très critiques face à une réduction globale des tarifs.

En revanche, l'agriculture suisse et l'USP sont prêtes à discuter des instruments engendrant les plus importantes distorsions du commerce: les subventions à l'exportation. Nous sommes également prêts à faire certaines concessions en ce qui concerne l'accès au marché dans le cadre de la réduction des tarifs du cycle d'Uruguay.

Renseignements:

Jacques Bourgeois, directeur, mobile 079 219 32 33

Roland Furrer, chef adjoint Etat-major / communication, tél. 056 462 51 11, mobile 079 432 29 15